

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Exploitation illégale des ressources naturelles : Ali Bongo Ondimba prône la fermeté

LE président de la République a indiqué à la cheffe du gouvernement la nécessité de faire respecter les dispositions légales en vigueur, pour lutter contre ce fléau.

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

LE chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, s'est entretenu hier, au palais de la présidence de la République, avec la Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda, accompagnée du ministre d'État, ministre de l'Intérieur, Lambert- Noël Matha, du ministre de la Défense nationale, Michael

Moussa Adamo, et de celui des Eaux et Forêts, Lee White.

Vingt-quatre heures après la commémoration de la Journée nationale du drapeau, cette rencontre a revêtu une dimension hautement symbolique. D'autant qu'elle a essentiellement tourné autour du phénomène d'exploitation illégale des ressources naturelles dans certaines localités du pays. Avec en filigrane, le bilan à mi-parcours de l'opération "Bayende". Toujours en cours, celle-ci vise justement à mettre un terme à ce fléau sur huit (8) sites répartis entre le Haut-Ogooué, le Moyen-Ogooué, la Ngounié, la Nyanga, l'Ogooué-Lolo et le Woleu-Ntem. De fait, le chef de l'État a, clairement et fermement, indiqué



Phase de la rencontre entre le chef de l'État et les membres du gouvernement.

à ses hôtes la nécessité de faire respecter les dispositions légales en vigueur tout en appelant les populations à faire montre de patriotisme et de civisme dans la préservation de leur environnement. Un discours de ferme-

té d'autant plus pertinent que cette exploitation illégale des ressources naturelles est fortement préjudiciable pour la biodiversité et les finances publiques. En tout cas, déployée par le gouvernement à l'initiative du chef

de l'État, l'opération "Bayende" s'avère être, à ce jour, une réussite. Car tous les sites concernés sont sous le contrôle plein et effectif des éléments des Forces de défense et de sécurité (FDS).

Tribune des partis politiques La présidentielle en ligne de mire...

DEPUIS peu, le landerneau politique, notamment la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE) et, particulièrement, le Parti démocratique gabonais (PDG) est en ébullition. En effet, la galaxie présidentielle enregistre le retour de ses fils, qualifiés de brebis galeuses lorsqu'ils étaient de l'autre bord. Dernier exemple en date, le ralliement de Féfé Onanga, président du Mouvement populaire des radicaux (MPR) à la MRSE, au grand bonheur des membres dudit camp politique. Un de plus dans l'escarcelle du PDG, après René Ndemezo'Obiang et Frédéric Massavala Maboumba. Une stratégie savamment orchestrée par les éminences grises des tenants du pouvoir. Objectif: affaiblir coûte que coûte la Coalition pour la nouvelle République (CNR), et ce, deux ans avant la prochaine élection présidentielle. C'est de bonne guerre! Le "parti de masse" ne saurait tolérer un remake de 2016. Pour ce faire, les "conseillers de l'ombre" préparent bien évidemment le terrain au "candidat naturel". Au vu et su de l'opposition atone. Encore que sous nos cieux, plusieurs observateurs et autres analystes de la blogosphère politique se demandent s'il existe encore une réelle opposition? Finalement à quoi s'opposent ceux qui revendiquent leur appartenance à ce bord? D'où le retour à la maison du père des anciens "camarades". Reste à savoir si le parti au pouvoir arrivera à caser tout ce "beau monde". Car, ne nous leurrons pas, les leaders du MPR, de "Démocratie Nouvelle" ou du "Groupe Massavala" n'ont pas tourné casaque pour les beaux yeux du "Distingué camarade président" du PDG. Ces derniers attendent sans aucun doute une récompense à la mesure de leur revirement "spectaculaire". Ne dit-on pas que la politique est avant tout une histoire d'intérêt?

Dans tous les cas, ces revirements et autres ralliements à tout va sont symptomatiques de l'ambiance d'une élection présidentielle avant l'heure. Normal, l'élection présidentielle étant le scrutin le plus important dans une démocratie.

Yannick Franz IGOHO

Compte-rendu parlementaire: Mistoul Yame, Sima et Sockat face à leurs électeurs

Line R. ALOMO
Libreville/Gabon

DANS une dynamique unitaire, Flore Joséphine Mistoul Yame, Alexandre Sima, Pierre Ignace Sockat, sénateurs du Parti démocratique gabonais (PDG), et Jean-Claude Ivala Boussamba, du Centre des libéraux réformateurs (CLR) étaient récemment réunis à l'Hôtel de Ville de Libreville. Il s'agissait pour ces parlementaires des 1er et 2e sièges de la capitale gabonaise de restituer aux conseillers municipaux, leurs électeurs, les travaux législatifs de la 1re session ordinaire du Parlement. Christine Mba Ndutume, l'édile de Libreville, était présente. Au nom de tous, Joséphine Mistoul Yame, a rappelé l'intérêt de la rencontre: "(...) Vous sensibiliser aux enjeux du moment, sur le travail législatif et sur les principaux programmes mis en œuvre par l'État pour juguler la crise sanitaire, économique et sociale que traverse notre pays en appelant à la résilience



Les sénateurs des 1er et 2e sièges de la commune de Libreville lors du compte rendu des travaux législatifs à leurs électeurs ce 6 août 2021.

individuelle et collective". Et d'indiquer qu'au cours de cette première session ordinaire dite des lois, le Sénat a examiné et voté 32 textes dans les domaines de l'organisation des institutions, de la promotion de l'égalité entre les sexes, ou encore de la lutte contre le chômage. Pour l'oratrice, le Sénat a tenu ses engagements par l'adoption de textes majeurs et innovants. Elle estime par ailleurs que la décentralisation choisie par le Gabon est la seule voie susceptible de confier plus d'autonomie et de pouvoir aux

collectivités locales. Aussi les sénateurs encouragent-ils son effectivité.

Autre temps fort de cette rencontre, la synthèse du discours du président de la République, Ali Bongo Ondimba, devant les deux chambres du Parlement réunies en Congrès. L'exercice a été accompli par Donatien Dioumy Moubassango, conseiller municipal au 1er arrondissement.

Soulignons que d'autres rencontres de même ordre sont prévues avec les populations.